La reconnaissance entre États

L'arrière-plan moral des relations interétatiques

Axel Honneth

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18467>

DOI : 10.4000/conflits.18467

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 26 décembre 2012

Pagination : 27-36

ISBN : 978-2-336-00248-4

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Axel Honneth, « La reconnaissance entre États », *Cultures & Conflits* [En ligne], 87 | Automne 2012, mis en ligne le 26 décembre 2013, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18467> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18467>

La reconnaissance entre États

L'arrière-plan moral des relations interétatiques ¹

Axel HONNETH

Axel Honneth est directeur de l'Institut de Recherche Sociale à la Goethe-Universität de Francfort. Il est depuis 2011 professeur à l'Université Columbia à New York.

Sur un plan préthéorique, nous semblons admettre tout naturellement que les faits et gestes des acteurs étatiques obéissent souvent à l'intention de faire respecter par d'autres États la collectivité qu'ils représentent et d'en obtenir la reconnaissance par des mesures adaptées. Dans nos discussions quotidiennes, nous nous accordons bientôt pour dire que le comportement des dirigeants politiques palestiniens ne peut être compris indépendamment d'une telle quête de reconnaissance, que le gouvernement russe dépense sans compter depuis déjà des années pour regagner la considération des États occidentaux ou que les gouvernements d'Europe de l'Ouest usent de toutes les ressources de la diplomatie pour se faire à nouveau respecter par l'administration Bush ². Certes, de prime abord, de telles transpositions de la catégorie de la reconnaissance aux relations interétatiques n'ont rien de surprenant : notre récente réactualisation de la théorie hégélienne de la reconnaissance ne visait-elle pas en somme à replacer le comportement des acteurs collectifs et des groupes sociaux sous l'éclairage de la théorie morale, en le soustrayant au paradigme dominant d'un agir dicté par le calcul rationnel et la stratégie ³ ?

Pourtant le vieil Hegel, dans sa *Philosophie du droit*, mettait déjà un frein à l'élargissement de la « lutte pour la reconnaissance » aux rapports interétatiques, du moins en ce qui concernait les « nations civilisées », puisqu'il

1. Cet article regroupe des extraits du chapitre de l'ouvrage *Ce que Social veut dire*, à paraître chez Gallimard en 2013. Nous remercions vivement Gallimard de nous avoir permis de publier gracieusement de larges extraits de ce texte encore inédit. Traduction établie par Pierre Rusch.

2. J'emprunte ces exemples à Reinhard Wolf, « Respekt. Ein unterschätzter Faktor in den internationalen Beziehungen », dans *Zeitschrift für Internationale Beziehungen*, 15, 2008, pp. 5-42.

3. Honneth A., *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Le Cerf, 2000, chap. VIII.

essayait de décrire leurs relations sur le modèle d'une affirmation de soi de l'État-nation dans le cadre universellement accepté du droit des gens. Seuls les peuples encore sous-développés, ignorants du droit, étaient à ses yeux engagés dans une quête de reconnaissance et de respect. Ceux-là se battaient sans perspective historique pour l'honneur et la gloire de leur État particulier, tandis que les États de droit du monde civilisé ne poursuivaient que leurs objectifs nationaux de bien-être et de sécurité ⁴. C'est cette conception que la théorie officielle des relations internationales a adoptée dans les dernières décennies. Sans renvoyer à Hegel, on admet ici que les États, à partir du moment qu'ils se sont déclarés indépendants au plan juridique, se préoccupent avant tout de faire valoir leur point de vue et restent donc largement insensibles aux questions de respect et de reconnaissance. Il semble ainsi exister un écart important, difficile à combler, entre nos intuitions spontanées et les théories dominantes : d'un côté nous acceptons d'interpréter exclusivement les actions des États sur le modèle du calcul rationnel, dicté par le seul souci de leurs intérêts, de l'autre nous les rapportons aux motifs quasi-moraux de la quête de reconnaissance et des atteintes au respect que chacun exige pour lui-même.

Les opinions préthéoriques, il est vrai, ne résistent pas longtemps aux modèles scientifiques. L'idée que les acteurs étatiques et les gouvernements se soucient exclusivement de faire valoir le point de vue de la collectivité nationale, cette idée présente une telle force suggestive qu'à second examen, nous nous hâtons d'abandonner nos intuitions spontanées, pour souscrire au schéma habituel de la recherche de la plus grande utilité. À cet égard, l'acte qu'on avait dans un premier mouvement imputé à la réaction d'un État offensé par un manque de respect ou désireux d'être reconnu sur le plan politique apparaît de nouveau comme l'effet de simples considérations d'intérêts nationaux, cachées sous un habit symbolique. L'enjeu est d'abord de nature purement empirique et descriptive : le modèle officiel de l'acteur rationnel en finalité est-il réellement capable de rendre compte des tensions politiques, des conflits et des guerres dans lesquels les États sont aujourd'hui engagés en différents endroits de la terre ? Formulée du point de vue de nos intuitions quotidiennes, la question serait : des motifs spécifiques liés au désir de reconnaissance et à la volonté de se faire respecter ne doivent-ils pas être convoqués pour expliquer la conduite conflictuelle et la politique étrangère des États ? La réponse à ces questions est cependant aussi liée, d'une manière assez opaque, à un certain nombre de conséquences normatives qui ne peuvent être complètement laissées de côté. Car plus nos explications des relations internationales mettent en avant le désir de reconnaissance des États particuliers, plus nous devons admettre que ceux-ci ne se conduisent pas indépendamment des réactions politiques de leurs interlocuteurs, et qu'ils savent donc confusément que leur identité collective a besoin d'être validée sur le plan international. Si un tel déplacement du point de vue ne fournit pas d'indications directes pour l'ac-

4 . Hegel G.W.F., *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Flammarion, 1999, §§ 338-352.

tion, il pourrait néanmoins constituer une puissante incitation à miser, dans les conflits internationaux, sur le *soft power* plutôt que sur le *hard* ou *military power*⁵. Dans cette mesure, le choix du cadre d'explication de l'agir politique n'est pas tout à fait sans conséquence sur la réponse apportée à la question normative de la manière dont les États devraient dorénavant se comporter en cas de tension, de confrontations ou de conflits. Selon que nous privilégierons l'affirmation de soi des États particuliers ou au contraire la quête de reconnaissance internationale, nous modifierons notre vision normative quant à la manière de façonner les relations internationales.

J'essaierai dans les pages suivantes de répondre, par des réflexions encore assez tâtonnantes, aux questions que je viens d'esquisser. Dans un premier temps, je dégagerai les raisons qui plaident pour une meilleure prise en compte de la dimension de la reconnaissance dans l'explication des relations internationales. Il s'agit, comme je l'ai dit, de la question purement descriptive de savoir quels moyens catégoriaux sont en mesure de rendre compte des conflits et des tensions entre États (I). Dans un deuxième temps, j'essaierai de suggérer quelles conséquences normatives résultent du changement de paradigme que je propose d'opérer dans le traitement des relations internationales (...).

I.

Le problème central que nous rencontrons lorsque nous transposons la catégorie de la reconnaissance au domaine des relations internationales se marque déjà à la difficulté de trouver un vocabulaire théorique approprié : il semble que nous ne disposions, pour désigner le facteur « respect » dans l'action des États, que de termes empruntés aux rapports intersubjectifs, et donc chargés d'une trop forte connotation psychologique ou mentale. Nous parlons alors avec gaucherie et embarras de la quête de reconnaissance ou du besoin de respect des États, tout en sachant que de tels concepts psychologiques ne décrivent pas adéquatement les phénomènes visés. Nous ne sommes pas confrontés à de tels problèmes terminologiques quand nous transposons le même dispositif conceptuel, de la sphère interindividuelle, au comportement des groupes ou des mouvements sociaux. Nous considérons dans ce cas l'identité collective de la communauté comme le pendant, à l'échelon supérieur, de l'identité personnelle ou de la relation à soi-même, de sorte que nous avons encore une idée relativement claire de l'enjeu de la lutte pour la reconnaissance quand elle se déroule non pas entre des individus, mais entre des groupes. C'est pourquoi il n'y a jamais eu de difficulté à parler d'une « politique de la reconnaissance » par laquelle des groupes minoritaires luttent pour la prise en compte juridique ou la valorisation sociale de leur identité collective. Le point de départ est fourni ici par des expériences partagées d'exclu-

5. Sur ces catégories, voir Nye J., *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York, 2004.

sion, d'humiliation ou de mépris, qui poussent les membres d'un tel groupe à resserrer leurs liens et à s'engager solidairement pour obtenir leur reconnaissance juridique ou culturelle ⁶.

Mais combien plus difficile devient la transposition, combien plus vastes les problèmes conceptuels, lorsque nous passons du plan de ces luttes collectives à celui des relations interétatiques ! Car on ne peut parler d'identité collective à propos des États — indépendamment même du fait que la fiction d'une population nationale homogène, à un moment donné, commence à se dissoudre définitivement face à la prolifération des sous-groupes ethniques et culturels. Même en amont de ce processus de dissolution, même quand des circonstances historiques favorables ont permis à l'idée d'État-nation de prendre réellement pied, on ne peut considérer les instances étatiques comme les simples organes exécutifs d'une identité collective. En effet, ils doivent constamment assurer des tâches de maintien de la sécurité, de conservation du pouvoir et de coordination économique, qui sont toutes soumises à leurs règles propres. Et non seulement la nature de ces tâches change avec la forme d'organisation politique dominante, mais leur description se modifie aussi en fonction de la théorie sur laquelle elle se fonde. On ne décrira pas les tâches particulières des acteurs étatiques de la même manière, selon qu'on assigne pour fonction à l'État libéral-démocratique l'administration « biopolitique » de la population ou plutôt l'établissement de conditions de justice sociale compatibles avec les impératifs de sécurité. Au-delà de ces différences dans les formes politiques et les systèmes théoriques d'explication, les organes étatiques ne peuvent pas davantage être envisagés, dans leurs fonctions de politique étrangère, comme de dociles instances d'expression d'une identité collective. Ils subissent ici des contraintes et des impératifs liés à l'obligation de protéger les frontières territoriales, d'assurer le bien-être économique et la sécurité politique de leur pays. Dans cette mesure, il n'est pas possible d'étendre directement à ce domaine la théorie de la reconnaissance, sur le principe que, partout où existe une identité collective, il doit aussi exister une forme correspondante de la lutte pour la reconnaissance. Entre le besoin supposé d'une population d'être respectée dans son « identité », si fragmentée soit-elle, et le comportement des acteurs étatiques, viennent toujours s'imposer les impératifs fonctionnels spécifiques de la conduite politique et de la conservation du pouvoir. Les concepts psychologiques que nous employons quand nous parlons d'« aspirations », de « besoins » ou de « sentiments » ne sont donc pas à leur place dans le contexte des relations internationales ; les acteurs étatiques ne sont pas porteurs de dispositions mentales, ce sont des instances

6. Taylor C., *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Aubier-Flammarion, coll. « Champs essais », 2009, p. 41 sqq ; Habermas J., « La lutte pour la reconnaissance dans l'État de droit démocratique », in *L'Intégration républicaine*, Paris, Fayard, 1998, pp. 205-244 ; Honneth A., « Umverteilung als Anerkennung. Eine Erwiderung auf Nancy Fraser », in Fraser N. et Honneth A., *Umverteilung oder Anerkennung ? Eine politisch-philosophische Kontroverse*, Francfort-sur-le-Main, pp. 129-224, en particulier p. 191 sqq.

engagées dans l'accomplissement de tâches prédéfinies par le pouvoir politique.

Il est vrai que le langage théorique connaît déjà un usage du concept de reconnaissance qui s'applique tout naturellement au domaine des relations interétatiques. En droit international, une communauté organisée politiquement n'accède à l'existence juridique que si elle est juridiquement « reconnue » comme un « État » par d'autres États, eux-mêmes déjà reconnus par la communauté internationale. Parmi les tâches qu'un gouvernement peut remplir sur le plan extérieur, il y a donc celle qui consiste à examiner si une certaine communauté, qui se comprend déjà elle-même comme une entité politique, remplit effectivement les conditions d'existence universellement admises d'un État ⁷. D'après la conception de Hans Kelsen, un tel acte de reconnaissance juridique doit nécessairement être un processus réciproque, parce que l'État nouvellement reconnu ne peut devenir un véritable sujet de droit de la communauté internationale que si, de son côté, il reconnaît juridiquement l'État qui lui a accordé sa reconnaissance. Tant qu'un tel acte second n'a pas eu lieu, la naissance juridique du nouvel État demeure pour ainsi dire incomplète, parce qu'il n'a pas fait la preuve de sa capacité à être membre de la communauté juridique des États ⁸.

Kelsen, cependant, souligne que de tels actes de reconnaissance ne représentent qu'un constat empirique, dans lesquels n'entre aucune manifestation de respect. Quand un État reconnaît une communauté politique au plan du droit international, il ne fait rien d'autre que constater que les conditions de l'« étaticité » sont remplies dans ce cas. Il ne s'agit donc pas de manifester une intention normative, mais de prendre acte d'un fait : « L'acte juridique de reconnaissance est l'établissement d'un fait, ce n'est pas l'expression d'une volonté. C'est plutôt une connaissance qu'une reconnaissance ⁹. » Pour qu'on puisse vraiment parler de la reconnaissance d'un État par un autre État, il faudrait donc selon Kelsen qu'il existe une certaine marge de décision. Il ne s'agirait pas alors d'examiner une situation de fait, pour en tirer ensuite, le cas échéant, les conséquences nécessaires sous la forme d'une reconnaissance juridique, mais de décider si l'on veut nouer avec un autre État un certain genre de contacts intensifs et bienveillants. C'est seulement à ce deuxième niveau, soutient Kelsen, que nous pouvons effectivement parler d'un acte normatif de reconnaissance entre États. Car nous n'avons plus affaire ici à la conséquence nécessaire d'un fait établi, mais à la libre décision des instances dirigeantes d'un État, désireuses de soutenir un autre État en nouant avec lui une relation positive. Pour bien marquer les différences, Kelsen appelle de tels rapprochements des « actes politiques de reconnaissance » : ils consistent pour un gou-

7. Kelsen H., "Recognition in International Law. Theoretical Observations", *The American Journal of International Law*, 35, 1941, n° 4, pp. 605-617.

8. *Ibid.*, p. 609.

9. *Ibid.*, p. 608.

vernement ou des acteurs étatiques à manifester l'intention de traiter désormais l'État étranger comme un membre de plein droit de la communauté internationale. Même si Kelsen pense ici plutôt à l'établissement de relations diplomatiques et d'accords commerciaux, sa proposition terminologique nous donne une clé pour prolonger au plan théorique les intuitions que nous évoquions en commençant.

(...) Le premier pas à franchir pour circonscrire plus nettement ce niveau consiste à mettre en lumière la base de légitimation à laquelle est nécessairement liée la conduite des acteurs étatiques. Ceux-ci ne peuvent faire valoir le point de vue de l'État en question vis-à-vis du monde extérieur sans se demander si la manière dont ils assurent cette fonction correspond aux attentes présumées de la population. Ne serait-ce que pour démontrer leur propre capacité à remplir ces charges, ils devront protéger la sécurité politique, les ressources de puissance et le bien-être économique de l'État d'une manière susceptible de recevoir l'approbation des personnes concernées. Ce rapport de légitimation de l'action menée sur le plan extérieur joue aussi un rôle dans des systèmes politiques non démocratiques. Car même dans des pays soumis à un pouvoir autoritaire ou dictatorial, comme le sont aujourd'hui l'Iran ou la République populaire de Chine, les dirigeants et les élites politiques ont généralement conscience que leur mandat dépend du degré de soutien qu'ils trouvent dans l'opinion publique. Or on peut supposer que la population d'un État, par-delà ses clivages internes d'ordre culturel, ethnique ou religieux, éprouve un vif intérêt à voir son pays estimé et respecté à sa juste valeur par les autres pays. Ce qui fonde le respect de soi d'une communauté dotée d'une organisation étatique, les épreuves du passé, la force de résister aux tendances autoritaires, les réalisations de sa propre culture, tout cela demande à être « reconnu » par les représentants politiques des autres peuples ¹⁰. Ce serait une erreur d'identifier hâtivement de tels intérêts avec des convictions nationalistes ou avec l'idée d'une supériorité de son propre peuple. Car non seulement l'identité collective d'un État ne peut plus guère s'appuyer aujourd'hui sur un fonds commun à caractère pré-politique, ethnique ; non seulement les processus de mondialisation culturelle font désormais obstacle à toute volonté de privilégier sa propre culture nationale ¹¹ : plus fondamentalement, le désir de reconnaissance internationale d'une collectivité vise l'intégration des autres États, pas leur exclusion.

(...) C'est à cette sorte d'attente collective que les acteurs étatiques doivent d'ordinaire se savoir tenus dans leur politique étrangère. Pour conserver leur légitimité, ils doivent en remplissant les tâches liées à leur fonction veiller à donner une image adéquate des traits respectables du pays qu'ils représentent.

10. Rawls J., *Le Droit des gens*, Paris, 10-18, 1998.

11. Sur ces tendances, voir Habermas J., « Geschichtsbewußtsein und posttraditionale Identität. Die Westorientierung der Bundesrepublik », in *Eine Art Schadenabwicklung*, Francfort-sur-le-Main, 1987, pp. 161-179.

En ce sens, le désir collectif de reconnaissance ne définit pas une mission spécifique dans l'ensemble des tâches que comporte l'action étatique : il colore et sous-tend la manière dont les acteurs politiques remplissent les tâches qui leur sont constitutionnellement prescrites.

Pour bien comprendre devant quels choix les acteurs étatiques ou les gouvernements se trouvent ici placés, il faut cependant franchir un deuxième pas dans l'analyse, et mettre en lumière l'horizon de signification symbolique sur lequel s'inscrit nécessairement toute action en ce domaine. Les mesures et les projets mis en œuvre par les instances politiques présentent, par-delà leur contenu explicite, une série d'autres significations importantes, qui sont transmises par leur mise en scène symbolique. L'utilisation de certaines métaphores accessibles au grand public, le recours à des rituels rodés au cours de l'histoire, l'exploitation consciente de la mimique et de la gestuelle dans les manifestations politiques, tout cela fait partie de la large panoplie des moyens symboliques dont se servent les acteurs pour transmettre des messages qui vont au-delà de la composante « officielle » de leur discours ¹². On peut conjecturer qu'une grande partie de ce que Kelsen décrit sous le terme de « reconnaissance politique » entre États se déroule sous cette forme d'une mise en scène symbolique d'actes de politique extérieure. Les signes par lesquels on attire l'attention sur l'identité collective de son propre pays, ou par lesquels on témoigne de son respect pour les réalisations d'un autre peuple, n'appartiennent généralement pas à la partie explicite, visible, des transactions correspondantes : ils passent par leur mise en scène symbolique. Bien sûr, il peut arriver de temps à autres que les représentants d'un gouvernement croient agir en accord avec le sentiment politique de leur pays en exprimant directement une certaine reconnaissance pour la culture d'un autre pays ; un cas frappant d'un tel hommage explicite nous a été fourni récemment, avec l'étonnant discours prononcé par le Président américain Obama à l'Université du Caire devant un grand nombre de représentants politiques et intellectuels du monde islamique : depuis la salutation en arabe jusqu'aux nombreuses évocations des réalisations culturelles de l'islam, tout dans ce discours tendait à effacer l'impression de mépris qui était née dans de nombreux pays arabes pendant les années de l'administration Bush. On voit beaucoup moins souvent des acteurs politiques réclamer explicitement le respect pour l'identité collective de leur propre peuple. Le souci de préserver l'apparente souveraineté de l'État face au jugement des autres pays, la peur de se découvrir face à l'opinion publique, l'étiquette des rencontres diplomatiques, tout cela empêche que le désir d'une population de voir reconnaître son identité collective soit exprimé d'une manière directe au plan de la politique étrangère. Typiquement cette dimension de la reconnaissance dans les relations entre États ne se manifeste que

12. On peut encore consulter à ce sujet : Edelman M., *The Symbolic Uses of Politics*, Chicago et Londres, Illinois University Press, 1967, ainsi que la critique de ses thèses dans Honneth A. et Paris R., « Zur Interaktionsanalyse von Politik », *Leviathan*, 7, 1979, pp. 138-142.

d'une manière indirecte, symbolique. Un comportement apparemment dicté par le seul souci de faire prévaloir le point de vue de son pays se trouve mis en scène symboliquement de manière à laisser entrevoir un jeu subtil, mêlant les témoignages de respect et de mépris, l'expression d'un désir de reconnaissance et le rappel d'expériences d'humiliation.

Mais il devient alors difficile de distinguer, dans la politique extérieure d'un État, entre la dimension stratégique de l'auto-affirmation et la dimension normative de la reconnaissance. On ne peut pas dire que les acteurs politiques, dans les transactions avec d'autres États, suivent d'abord un calcul rationnel de conservation du pouvoir et de maximisation des avantages matériels, pour ensuite, en quelque sorte par-dessus le marché, accorder ou refuser à leur partenaire la reconnaissance politique. Non, ils définissent toujours d'emblée ces intérêts matériels dans l'horizon des attentes normatives qu'ils croient déceler dans leur propre population, sous la forme du désir diffus d'être reconnu dans sa propre identité collective ou de reconnaître l'identité collective d'un peuple étranger. Il est donc erroné d'appuyer la construction théorique sur un socle primaire d'intentions et de calculs purement stratégiques. Ces intérêts, les acteurs étatiques ne peuvent pas même les formuler sans se demander quels besoins de reconnaissance ils imputent à la fragile entité collective de leur propre population, quels désirs de réparation morale ils attribuent à la non moins poreuse entité collective de la population étrangère. Les représentants politiques n'ayant de légitimité que dans la mesure où ils se font les interprètes des expériences et des désirs de leur communauté, toutes les rencontres et les relations entre États se déroulent d'emblée sous la pression morale d'un conflit pour la reconnaissance. Des préoccupations de cet ordre — le besoin d'offrir au monde une image appropriée de soi-même, le refus de se laisser outrager par une humiliation collective, le désir de réparer une injustice politique — déterminent à tel point le traitement des affaires extérieures d'un pays, qu'il est impossible de dissocier analytiquement les deux plans.

(...) Le large spectre moral que couvrent les exemples cités montre également dans combien de directions différentes peut tendre la mobilisation politique de tels sentiments collectifs : le désir attribué à un peuple d'être traité par d'autres pays avec le respect qu'il mérite et reconnu par eux dans son identité collective, peut manifestement être exploité aussi bien pour légitimer une politique de conquête que pour justifier une politique de réconciliation et de désescalade. Nous abordons ainsi des questions qui ne touchent plus l'aspect descriptif, mais le versant normatif d'une théorie des relations internationales.

II.

(...) Dès que nous nous détournons des problèmes descriptifs d'une théorie des relations internationales pour en examiner la dimension normative, les situations conflictuelles réelles dans le monde nous apparaissent sous un jour

nouveau. Nous ne nous demandons plus comment décrire adéquatement de tels conflits entre États, nous nous demandons quelles conditions instaurer et quelles mesures prendre pour en diminuer la probabilité, de sorte qu'on puisse attendre une évolution de l'ensemble des relations internationales vers un état plus pacifique. On ne répondra certes pas aux questions du second type indépendamment des réponses apportées à celles du premier type, dans la mesure où seule une information adéquate sur les causes des conduites conflictuelles nous apprendra quelles solutions sont à envisager pour sortir de la situation existante : le « réalisme » de nos réflexions et de nos utopies normatives¹³ croît à mesure que nous disposons d'hypothèses plus pertinentes quant aux considérations qui dictent aux acteurs étatiques et aux gouvernements leur attitude à l'égard des autres États.

(...) Parce que la politique des États est interprétée avant tout sur le modèle de la recherche rationnelle de l'intérêt, il nous manque un cadre conceptuel qui fasse une place convenable à la dynamique affective des relations de reconnaissance entre États. Sur le plan normatif, cette vision unilatérale se paye par le manque d'imagination procédurale avec lequel on s'efforce de réduire les conflits et de développer les rapports de coopération pacifique. En ce domaine, on pense essentiellement à des mesures de pondération des intérêts respectifs des parties en présence ou à des accords internationaux, bien que l'histoire des conflits interétatiques nous enseigne que les sentiments collectifs face aux gestes de reconnaissance ou d'humiliation d'autres États jouent ici un rôle incomparablement plus important.

La meilleure façon de civiliser les rapports entre États consiste à donner des marques durables de respect et d'estime pour l'identité collective de la population de l'autre pays. Avant que les accords internationaux puissent accomplir leur œuvre pacificatrice, avant que les échanges diplomatiques et les traités économiques viennent atténuer les tensions, il faut que des signaux clairs aient été émis, visibles par tous, pour signifier que l'histoire et la culture de l'autre partie méritent d'être entendues dans le brouhaha des nations. C'est seulement cette reconnaissance transmise pour ainsi dire par dessus la tête des gouvernements et des acteurs politiques qui amènera les citoyennes et les citoyens de l'État étranger à ne plus chercher la confrontation avec les ennemis officiellement désignés par leurs dirigeants, qui leur donnera donc l'assurance qu'ils seront pris au sérieux par ceux de l'autre côté. L'histoire des relations internationales montre suffisamment qu'une atteinte à ce principe normatif a toujours accru le risque de conflits entre États, que son respect au contraire a toujours réduit ce potentiel de division.

(...) Le premier pas vers la réconciliation entre les États, vers le développement de relations pacifiques de coopération, consiste toujours à mettre en

13. Rawls J., *Le Droit des gens*, *op. cit.*, § 1.

œuvre ces instruments de *soft power* que sont les marques de respect et d'estime, par lesquelles on signifie à la population du pays concerné que ses réalisations culturelles ne le cèdent en rien à celles des autres nations, et qu'il peut compter dans ses épreuves sur leur sympathie. Plus nettes seront ces manifestations de reconnaissance, plus perceptibles seront-elles dans les différents forums d'échange de la population visée — et plus celle-ci sera encline à mettre en doute les constructions collectives destinées à justifier une politique étrangère de démarcation et d'animosité. Le meilleur moyen dont disposent les États pour désamorcer de l'extérieur les images hostiles et les ressentiments répandus dans d'autres pays consiste à donner des signaux visibles pour le monde entier, aussi clairs que possible, de leur volonté d'intégrer la population en question dans la communauté morale des nations.

Certes, de tels signes d'une reconnaissance non seulement juridique, mais aussi politique, ne suffisent pas à fonder solidement une relation transnationale de coopération : une fois dépassées les attitudes de rejet nourries d'expériences collectives d'humiliation, une fois éteintes les haines traditionnelles enracinées dans l'histoire, mais transformées depuis en instruments de légitimation de la domination, vient le temps des accords formels qui garantissent d'abord des relations pacifiques entre les deux parties et préparent des négociations de plus longue haleine visant à maîtriser ensemble les défis communs. Sur la base de tels accords de coopération, il est alors possible — comme l'a montré le processus européen d'unification, depuis les Traités de Rome jusqu'à la création du Parlement de Strasbourg ¹⁴ — de susciter des réseaux plus stables de communautés étatiques transnationales ¹⁵. Mais de tels décentrement de la politique étatique doivent toujours être précédés par des phases historiques pendant lesquelles les populations des États impliqués peuvent éprouver par l'expérience qu'elles se reconnaissent mutuellement dans les productions culturelles et les réalisations historiques dont dépend leur respect collectif de soi.

Une théorie politique qui ne trouve aucun accès conceptuel à ces racines affectives d'une relation de confiance transnationale, ne pourra pas non plus dégager les conditions normatives d'une régulation plus civilisée de la politique mondiale. C'est pourquoi il est temps d'envisager les relations internationales sous un autre jour que ne l'ont fait Hegel et ses héritiers « realpoliticiens ».

14. Bach M. (ed.), *Die Europäisierung nationaler Gesellschaften*, Wiesbaden, 2000.

15. Brunkhorst H., « Demokratie in der globalen Rechtsgenossenschaft — Einige Überlegungen zur poststaatlichen Verfassung der Gesellschaft », *Zeitschrift für Soziologie. Sonderheft : « Weltgesellschaft »*, 2005, pp. 330-347.